

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2012- 932 /PRES
promulguant la loi n° 041-2012/AN du
25 octobre 2012 portant autorisation de
ratification du Protocole A/P1/1/03 relatif à la
définition de la notion de « produits originaires »
des Etats membres de la Communauté
économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
(CEDEAO) signé à Dakar, le 31 janvier 2003.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU la lettre n° 2012-094/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 08 novembre 2012 du
Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la
loi n°041-2012/AN du 25 octobre 2012 portant autorisation de ratification du
Protocole A/P1/1/03 relatif à la définition de la notion de « produits
originaires » des Etats membres de la Communauté économique des Etats de
l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) signé à Dakar, le 31 janvier 2003 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°041-2012/AN du 25 octobre 2012 portant
autorisation de ratification du Protocole A/P1/1/03 relatif à la
définition de la notion de « produits originaires » des Etats
membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique
de l'ouest (CEDEAO) signé à Dakar, le 31 janvier 2003.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 6 decembre 2012


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 041-2012/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DU PROTOCOLE
A/P1/1/03 RELATIF A LA DEFINITION DE LA NOTION DE
«PRODUITS ORIGINAIRES» DES ETATS MEMBRES DE LA
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST (CEDEAO) SIGNE A DAKAR, LE 31 JANVIER 2003**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007 /AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 25 octobre 2012
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :


Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier le Protocole A/P1/1/03 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à Dakar, le 31 janvier 2003.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 25 octobre 2012.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président


Kanidoua NABOHO


Le Secrétaire de séance


K. Jacques PALENFO